

L'Arabie saoudite, l'Iran et la géopolitique changeante du Moyen-Orient

Dans la relation prime un jeu à somme nulle, et en dépit du changement de leadership, l'hostilité continue de s'imposer.

Simon Mabon

Le 11 mai 2015, nous avons su que le roi Salmane d'Arabie saoudite n'assisterait pas à un sommet fortement vanté avec le président des États-Unis, Barack Obama, et d'autres leaders du Conseil de coopération du Golfe. Le sommet avait été organisé pour débattre sur l'accord nucléaire avec l'Iran et prévoyait une réunion à la Maison Blanche suivie d'une journée dans la résidence présidentielle de villégiature de Camp David. Le besoin de convoquer une rencontre aussi remarquable reflète les croissantes tensions entre Washington et Riyad, motivées principalement par l'inquiétude que suscite tout accord nucléaire avec l'Iran. Mais la crise nucléaire ne représentait pas le seul point de l'agenda, où l'on retrouvait aussi l'Irak, la Syrie et les attaques contre les rebelles houthis dirigées par l'Arabie saoudite. L'ombre de la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran a marqué tous les points de l'ordre du jour et était considérée déterminante pour les événements. Bien que l'inimitié entre l'Arabie saoudite et l'Iran a oscillé entre des périodes d'hostilité et de rapprochement possible, au cours de la dernière décennie les relations entre ces deux pays se sont troublées. Sous la présidence de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013) nous avons assisté à un retour vers la rhétorique révolutionnaire centrée sur la résistance – bien que finalement belligérante – de Rouhollah Khomeini qui a caractérisé les années postérieures à la révolution. Suite à l'élection de Hassan Rohani à la présidence en 2013, l'espoir est né de voir la pendule osciller vers le rapprochement, mais face aux conjonctures favorisées par la fragmentation du système d'États du Moyen-Orient, la possibilité d'affaiblir l'autre – et se renforcer soi-même – est tentante.

Racines, révolution et batailles pour la légitimité

Pour comprendre l'actuelle rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran, il faut tenir compte des racines historiques d'une inimitié dont un héritage de conquête et d'interaction est à l'origine. Sous les règnes

de Cyrus le Grand et Darius, l'Empire persan, qui s'étendait de la côte orientale de la Grèce jusqu'aux rives de l'Indus, représentait l'empire le plus grand jamais connu. Les succès militaires arabes sont arrivés bien plus tard, avec la conquête d'une grande partie de la Perse, quelques 1 100 années après Cyrus. Ces victoires militaires arabes ont conduit l'islam jusqu'au territoire persan, ce qui, finalement, a abouti à la conversion d'une grande partie de la population à la branche sunnite de l'islam. Au début du XVI^{ème} siècle, le leader Ismaïl, âgé de 14 ans, a changé la religion des territoires du sunnisme au chiïsme, ce qui a abouti à une division sectaire qui se manifestait au niveau des États, en particulier entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

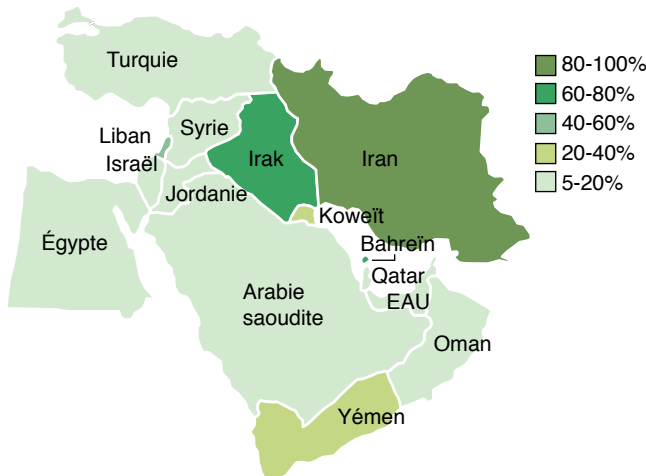
Malgré cette division, la période postérieure à la formation de l'État d'Arabie saoudite et antérieure à la révolution iranienne de 1979 s'est caractérisée par une certaine méfiance, mais non une hostilité ouverte. Les événements de 1979 ont altéré radicalement la dynamique de la région du golfe Persique, et la révolution en Iran a octroyé à l'islam un rôle principal dans la dispute. La création d'une République islamique en Iran supposait un défi pour une source principale de légitimité de l'Arabie saoudite, puisque, historiquement, les Al Saoud représentaient les garants de l'islam en tant que protecteurs de leurs deux lieux sacrés. Dans les moments immédiatement postérieurs à la révolution, aussi bien Riyad que Téhéran ont cherché leur reconnaissance par une partie du monde islamique et ils se sont embarqués dans un processus rhétorique dirigé à accroître leur propre légitimité islamique et à amoindrir celle de l'autre. Par exemple, Khomeini a qualifié les membres de la Maison des Saoud de corrompus, indignes d'être les gardiens des deux mosquées sacrées, et « traîtres aux deux sanctuaires sacrés », tandis que les Al Saoud taxaient le régime de Téhéran de nazi. Le contentieux s'est aggravé en 1987, lorsque 400 Iraniens ont été assassinés tandis qu'ils effectuaient le *hajj* (pèlerinage) en Arabie saoudite, bien que certains pensent que ces événements ont été provoqués par des agents iraniens.

L'idée d'appuyer les *moustazefin* (opprimés) du monde musulman faisait partie intégrante des objectifs de po-

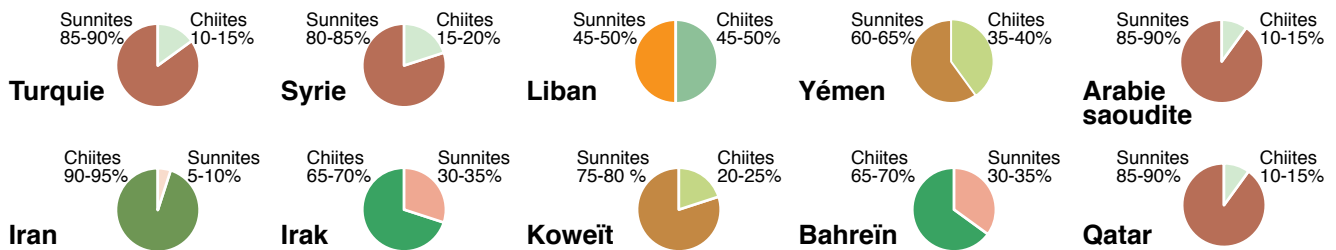
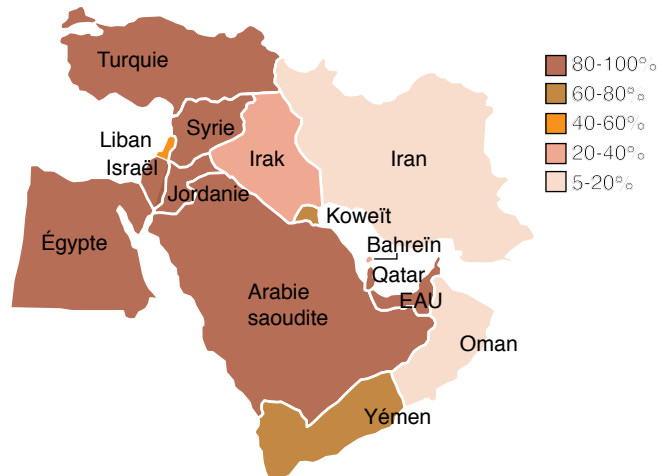
Simon Mabon, professeur de Relations internationales à l'Université de Lancaster, directeur du Richardson Institute et chercheur associé au Foreign Policy Centre.

Sunnites et chiites au Moyen-Orient

Distribution de chiites



Distribution de sunnites



Source : AFKAR/IDEES à partir de données du Pew Research Center.

litique étrangère de la nouvelle République islamique. L'idée de la défense des assujettis du monde se retrouve dans l'histoire du chiisme, et les concepts de faute et de martyr, qui apparaissent avec l'assassinat de Hussein lors de la bataille de Kerbala, se manifestent dans les calculs politiques. La tendance a été consacrée dans l'article 3.16 de la Constitution, et elle a apparemment consolidé l'idée du zèle révolutionnaire dans les esprits d'autres acteurs de la région. En conséquence, l'Arabie saoudite, craignant les aspirations expansionnistes de Khomeini, fournit une aide financière à l'Irak au cours de la guerre contre l'Iran, ce qui a accru la tension entre Riyad et Téhéran.

Inspirés, semble-t-il, par les événements en Iran, divers groupes chiites de la province orientale de l'Arabie saoudite, qui avaient souffert des décennies de discrimination et de persécutions, se sont soulevés contre l'État. C'est ainsi qu'a commencé une campagne prolongée de résistance anti-étatique accompagnée par des insinuations de manipulation iranienne des affaires internes saoudiennes. De façon semblable, au Bahreïn, en 1981, le Front international pour la libération du Bahreïn, une organisation chiite qui agissait avec l'appui de l'Iran, a lancé un coup d'État contre la famille régnante sunnite Al Khalifa. Malgré leur échec, ces événements ont été fondamentaux pour comprendre les futures dynamiques de rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran. De ce fait, ceci, uni à l'héritage de la bataille de Kerbala, a suscité l'idée selon laquelle

l'Iran se trouvait derrière le mécontentement dans la région, en particulier parmi les communautés chiites.

Les révoltes arabes

La dernière décennie a démontré clairement que ni Riyad ni Téhéran ne peuvent résister devant l'opportunité de se renforcer eux-mêmes et d'affaiblir l'autre. Ainsi, les perspectives ouvertes suite à l'éclat des révoltes arabes ont intensifié la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Les révoltes arabes ont débuté en décembre 2010 avec l'auto-immolation de Mohammed Bouazizi. L'action de ce jeune tunisien a été le reflet d'un malaise croissant en raison des conditions socioéconomiques de la Tunisie, pâties par de nombreuses personnes dans tout le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Les régimes autoritaires de la région ont dû faire face au mécontentement de leurs populations, dont nombre d'entre elles ont commencé à se manifester avec des protestations à grande échelle, auxquelles les gouvernements ont répondu par la force. L'inimitié entre Riyad et Téhéran s'est intensifiée lorsque certains États ont commencé à se fragmenter et les divers acteurs ont dû chercher des alternatives aux États pour protéger leurs identités. De ce fait, la rupture des relations entre l'État et la société a créé la conjoncture pour l'intromission externe dans les affaires internes des pays, mais aussi les cir-

constances pour soupçonner l'ingérence iranienne. Cependant, ce que les menaces contre la stabilité des régimes de la région ont finalement généré, ce sont les conditions pour l'escalade d'un conflit subsidiaire sans gagnants ni perdants, souvent aux dépens des populations des États.

Cultiver le sectarisme

A la lumière de la rupture des relations entre les régimes et la société et la désintégration de la souveraineté des États, les identités sectaires sont devenues un point de référence et de sécurité de plus en plus transcendantal. Malgré tout, il est important de signaler que, souvent, ces divisions sectaires sont induites afin d'atteindre les objectifs stratégiques de divers acteurs.

Dans la période postérieure à l'invasion d'Irak en 2003, dirigée par les États-Unis, l'Arabie saoudite et l'Iran ont augmenté leur influence en Irak en offrant leur appui aux divers acteurs suivant des directrices typiquement partisans. Au Liban, la nature de la dispute est quelque peu différente. Dans ce pays, Riyad et Téhéran fournissent un appui politique et financier aux alliances du 14 Mars et du 8 Mars respectivement.

Cependant, depuis les révoltes arabes, les identités sectaires ont été utilisées de plus en plus fréquemment comme moyen pour offrir différentes interprétations intéressées des conflits, ainsi que pour les localiser dans des rhétoriques géopolitiques plus amples. On peut le percevoir au Bahreïn, où le régime de la dynastie Al Khalifa a tenté de tergiverser une protestation, originellement prodémocratique et non partisane, en la présentant comme sectaire. De cette façon, les Al Khalifa s'assuraient la loyauté des sunnites qui avaient pris les rues auparavant et suscité la crainte de l'influence iranienne dans l'archipel, mais aussi en contextualisant les protestations dans la rivalité géopolitique de plus ample portée qui est en train de se forger dans la région. Immédiatement après les protestations du 14 février, des forces militaires du Conseil de coopération du Golfe, dirigées par l'Arabie saoudite, sont entrées au Bahreïn et ont contribué à consolider le régime des Al Khalifa. Et, soit dit en passant, malgré le fait que les évidences qui indiquent que l'Iran se trouvait derrière les troubles sont pauvres, la perception selon laquelle Téhéran manipule les événements dans l'archipel prime.

Il est clair que le Bahreïn n'est pas le seul exemple d'un discours de légitimation sectaire construit à des fins politiques ou géopolitiques. En Syrie, depuis que les protestations ont commencé début 2011, les événements ont acquis un caractère de plus en plus partisan, et dans ce cas-là aussi dans une tentative pour consolider le régime des Al Assad au sein de leur base supposément chiite, ainsi que pour contextualiser le conflit dans le cadre d'une inimitié plus ample. Pour l'Iran, garantir la survie du régime d'Al Assad est nécessaire afin d'avoir une influence en Syrie, mais aussi pour

faciliter l'appui au Hezbollah au Liban. Pour l'Arabie saoudite, les manifestants offrent l'opportunité de faire revenir la Syrie dans « le bercail arabe » et d'entamer l'influence iranienne en Syrie comme au Liban.

On peut observer ce même phénomène au Yémen, où la campagne aérienne dirigée par l'Arabie saoudite contre les rebelles houthis – dont on soupçonne qu'ils sont appuyés par l'Iran – a provoqué la mort de plus de 1 600 personnes. Les houthis sont des adeptes de la branche zaidite de l'islam chiite et, en tant que tels, nombreux sont ceux qui les considèrent comme des représentants de Téhéran (ce qui ne tient pas compte du fait que l'Iran professe le chiisme duodécimain, une branche chiite différente du point de vue théologique et doctrinal), un autre cas de réaction conditionnée par les perceptions.

Bien sûr, cette scène de sectarisme s'est compliquée avec l'apparition du Daesh (l'organisation État islamique d'Irak et du Levant, ainsi désigné selon son acronyme respectif en arabe) en Syrie et en Irak, dont la provocatrice attitude anti-chiite le confronte à l'Iran, mais dont l'idéologie salafiste, brutalement fondamentaliste, est une source d'inquiétude de premier ordre pour l'Arabie saoudite. Si la rivalité entre Riyad et Téhéran était strictement motivée par des intérêts sectaires, le *Daesh* fournirait une occasion de plus d'entamer l'influence iranienne.

Sécurité régionale et fins stratégiques

Diverses questions liées à la nature de la sécurité régionale, aussi bien dans le golfe Persique que, plus largement, au Moyen-Orient, appuient cette analyse. Riyad et Téhéran présentent des conceptions différentes sur ce que doit être la sécurité régionale et la façon d'y parvenir. Étant donné qu'il considère que son histoire est celle d'un « État naturel » libre de l'interférence coloniale, l'Iran se considère comme le seul État qualifié pour répondre de la sécurité régionale dans la région du Golfe sans être soumis à l'ingérence extérieure. Par contre, depuis l'invasion irakienne du Koweït en 1990, l'Arabie saoudite et d'autres États du CCG dépendent des USA pour garantir leur sécurité. Cependant, les changements dans la position de ce dernier pourraient compliquer la nature de la sécurité régionale et faire augmenter l'inquiétude de Riyad au sujet de ce qui semble être un rapprochement prometteur entre Washington et Téhéran.

Bien sûr, derrière ces questions, nous retrouvons des calculs stratégiques, dans le cadre desquels l'inimitié est considérée comme un jeu à somme nulle, de façon telle que le triomphe de l'un s'interprète comme la perte de l'autre et viceversa. Les problèmes internes acquièrent de l'importance au vu du développement d'un conflit au caractère de plus en plus sectaire, joint à la perception de l'implication de l'autre partie dans ces sujets. Bien que le changement de leaderships à Riyad ainsi qu'à Téhéran ait ouvert la perspective du dégel des relations, finalement il semble que la conjoncture s'impose à la consolidation. ■